

**INTERNATIONAL COMPANY
FOR CONSULTING AND AUDITING**

Société d'Expertise Comptable
Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie



الشركة العالمية
للإستشارة والتدقيق

شركة خبرة في المحاسبة
مسجلة بهيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

**Rapports du commissaire aux comptes
sur les états financiers arrêtés
au 31/12/2016**

☎ : (+216) 71 842 350 – 📠 : (+216) 71 891 838 – ✉ : administratif@icca.tn

إقامة حي الحدائق 1 - مدرج ب - شارع آلان سفاري - 1082 تونس
السجل التجاري: B 24166532010 - المعرف الجبائي: 1169181 H/A/M/000 - الحساب الجاري: 03-116-105-0115-004513-68 البنك الوطني الفلاحي آلان سفاري
R.C. : B 24166532010 – M.F. : 1169181 H/A/M/000 – CCB : 03-116-105-0115-004513-68 BNA ALAIN SAVARY

SOMMAIRE

☐ RAPPORT GENERAL

☐ RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

☐ ANNEXES :

- 1- Bilan au 31/12/2016**
- 2- Etat de résultat**
- 3- Etat de flux de trésorerie**
- 4- Notes aux états financiers**

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

1- En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2016 tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

2- Nous avons audité les états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2016 et faisant apparaître un total net bilan de 1.290.416 D et un résultat bénéficiaire de 652.852 D
Ces états financiers ont été préparés et présentés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'ACM, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementations en vigueur. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

4- Les états financiers de l'exercice 2016 ont été préparés et présentés conformément aux normes comptables tunisiennes. Ils ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice précédent.

Opinion sur les états financiers

5- A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de **l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM** ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Vérifications spécifiques

6- Nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le rapport d'activité de l'exercice 2016. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport.

7- Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons analysé le système de contrôle interne, et nous avons présenté nos remarques et recommandations relatives aux procédures administratives, financières et comptables dans un rapport distinct.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis le, 04 avril 2017

P/ ICCA
Anis SMAOUI

International Company for Consulting and Auditing
ICCA
67, Av. Alain Savary, Rte Les Jardins 1- Bloc B
4ème étage - 1080 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

Tunis le, 04 avril 2017

**P/ ICCA
Anis SMAOUI**

International Company for Consulting and Auditing
ICCA
67, Av. Alain Savary Rec Les Jardins 1- Bloc B
4ème étage - 1082 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2016
(Chiffres exprimés en dinars)

ACTIFS	NOTE	31/12/2016	31/12/2015
Actifs non courants			
<u>Actifs immobilisés</u>			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	858 335,223	794 438,860
Moins : amortissements immobilisations incorporelles		-363 884,849	-96 492,237
Immobilisations incorporelles		494 450,374	697 946,623
Immobilisations corporelles	4.1.2	316 359,438	224 055,637
Moins : amortissements immobilisations corporelles		-130 497,536	-83 617,903
Immobilisations corporelles		185 861,902	140 437,734
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	20,000
Moins : amortissements immobilisations financières		0,000	0,000
Immobilisations financières		20,000	20,000
Total des actifs immobilisés		680 332,276	838 404,357
Total des actifs non courants		680 332,276	838 404,357
Actifs courants			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	13 978,843	14 688,564
Moins : provisions		0,000	0,000
Autres actifs courants		13 978,843	14 688,564
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	350 000,000	300 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	246 104,714	239 874,675
Total des actifs courants		610 083,557	554 563,239
TOTAL DES ACTIFS		1 290 415,833	1 392 967,596

BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2016
(Chiffres exprimés en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres			
Fond de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissement nettes	4.1.7	505 923,980	797 855,665
Résultats reportés		41 069,248	15 295,990
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		546 993,228	813 151,655
Résultat de l'exercice		652 851,606	25 773,258
Total des capitaux propres avant affectation		1 199 844,834	838 924,913
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	6 138,003	3 800,000
Autres passifs courants	4.1.9	84 432,996	550 242,683
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
Total des passifs courants		90 570,999	554 042,683
Total des passifs		90 570,999	554 042,683
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		1 290 415,833	1 392 967,596

ETAT DE RESULTAT

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2016

(Chiffres exprimés en dinars)

		31/12/2016	31/12/2015
Produits d'exploitation			
Contributions IMF	4.2.1	635 540,992	0,000
Subventions d'exploitation	4.2.2	526 818,248	326 980,432
Autres produits d'exploitation	4.2.3	291 931,685	108 788,264
Total des produits d'exploitation		1 454 290,925	435 768,696
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.4	18 239,935	9 968,978
Charge du personnel	4.2.5	382 289,115	205 424,316
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	314 272,245	137 594,434
Autres charges d'exploitation	4.2.7	111 652,691	82 780,968
Total des charges d'exploitation		826 453,986	435 768,696
Résultat d'exploitation		627 836,939	0,000
Charges financières nettes		0,000	0,000
Produits des placements	4.2.8	25 014,667	25 773,258
Autres gains ordinaires		0,000	0,000
Autres pertes ordinaires		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires avant impôt		652 851,606	25 773,258
Impôt sur les bénéfices		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires après impôt		652 851,606	25 773,258
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)			0,000
Résultat net de l'exercice		652 851,606	25 773,258
Effets des modifications comptables			0,000
Résultats après modifications comptables		652 851,606	25 773,258

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2016

(Chiffres exprimés en dinars)

(Méthode autorisée)

	31/12/2016	31/12/2015
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net de l'exercice	652 851,606	25 773,258
Ajustement pour :		
- Amortissements et provisions	314 272,245	137 594,434
- Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat	-291 931,685	-108 788,264
Variation des :		
- créances	0,000	0,000
- autres actifs	-422 190,964	343 463,203
- fournisseurs et autres dettes	-90 570,999	-181 961,425
Plus ou moins values de cession	0,000	0,000
Transfert de charges	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	162 430,203	216 081,206
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-156 200,164	-802 693,921
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,000	0,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières	0,000	-20,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements	-156 200,164	-802 713,921
Flux de trésorerie liés au financement		
Subvention d'investissement	0,000	799 913,921
Remboursement d'emprunts	0,000	0,000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	0,000	799 913,921
Variation de trésorerie	6 230,039	213 281,206
Trésorerie au début de l'exercice	239 874,675	26 593,469
Trésorerie à la clôture de l'exercice	246 104,714	239 874,675

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1- PRESENTATION DE L'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargé :

- d'instruire les dossiers d'agrément des institutions de micro finance et d'émettre un avis à leurs propos,
- d'informer les institutions de micro finance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- de contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- de désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- de prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- de prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- de proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

NOTE 2- RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance , relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DT).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

NOTE 3- LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3-1- Les subventions d'investissement :

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3-2- Les subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre **(1)** les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et **(2)** le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3-3- Valeurs Immobilisées :

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

<i>Catégories d'immobilisations</i>	<i>Taux d'amortissement</i>
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatique	33%

3-5- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre du DGELF en date du 08/01/2013 qui précise que :

- En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique la retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.
- En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique la retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

NOTE 4- NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations incorporelles¹

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 858.335 DT au 31/12/2016 contre 794.439 DT au 31/12/2015. Soit une augmentation de 63.896 DT.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 494.450 DT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2016	Amort. au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
Licence	10.134	6.517	3.616
Site web subventionné par GIZ	17.450	12.541	4.909
Logiciels	1.294	504	789
Logiciels subventionnés par GIZ	14.893	6.324	8.569
Centrale des risques (*)	814.565	337.998	476.567
Total	858.335	363.885	494.450

(*) Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance. Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
GIZ	256.683
La Banque Mondiale	496.640
ACM	61.242
Total	814.565

De même, l'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- la définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la Centrale des risques de la microfinance
- l'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- l'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

¹ Voir tableau des amortissements en annexe

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- l'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Immobilisations corporelles ²

Le total brut des immobilisations corporelles s'élèvent à 316.359 DT au 31/12/2016.

La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 185.862 DT et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Valeur brute au 31/12/2016</i>	<i>Amort. au 31/12/2016</i>	<i>Valeur nette au 31/12/2016</i>
Equipements de bureau	25.869	6.953	18.916
Matériel informatique	11.004	11.004	0.000
Centrale des risques ³	92.304	4.805	87.499
Matériel de transport	94.460	54.698	39.762
Equipements de cuisine	92	92	0
Equipements de bureau subventionné par GIZ	48.622	17.022	31.600
Matériel informatique subventionné par GIZ	42.252	35.265	6.987
Equipements de cuisine subventionnés par GIZ	1.757	659	1.098
Total	316.359	130.498	185.862

4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à un total brut de 20 DT. Il s'agit d'un cautionnement.

4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 13.978 DT au 31/12/2016 contre 14.689 DT au 31/12/2015, soit une diminution de 711 DT.

Les autres actifs courants au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Fournisseurs-avances et acomptes	-	100	-100
Produits à recevoir (revenu de placement)	5	453	-448
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	13.973	14.135	-162
Total	13.978	14.688	-710

⁽¹⁾ Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Loyer	3.197	2.965	232
Frais internet	5.198	5.198	-
Tickets restaurant	3.870	3.800	70
Prime d'assurance	1.709	1.771	-62
Stock bons carburants	-	401	-401
Total	13.973	14.135	-161

² Voir tableau des amortissements en annexe

³ La partie corporelle de la centrale des risques de la microfinance correspond à des équipements informatiques.

4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 350.000 DT au 31/12/2016 contre 300.000 DT au 31/12/2015.

Ils proviennent des subventions encaissées mais non encore utilisées et des contributions des IMF au titre de l'exercice 2015.

4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 246.105 DT au 31/12/2016 contre 239.875 DT au 31/12/2015, soit une augmentation de 6.230 DT.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Banque BH	245.732	239.460	6.272
Caisse	373	415	-42
Total	246.105	239.875	6.230

4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Elles s'élèvent à 505.924 DT au 31/12/2016 contre 797.856 DT au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2016
Subventions investissements GIZ (Equipement de bureau et matériel informatique) (1)	125.837
Subventions publiques (2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques) (3)	753.323
Total subventions investissement	949.160
Subventions investissement inscrites aux résultats (4)	-443.236
Subventions d'investissement nettes	505.924

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	33.206
Equipements de bureau	48.622
Equipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	42.252
Total	125.837

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
Total	70.000	

(3) Il s'agit de la quote-part de GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la microfinance

(4) Il s'agit de la somme des quotes-parts des subventions d'investissements inscrites au compte de résultat des exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Quote part des subventions d'investissement inscrite au compte de résultat</i>
Quote-part Subventions d'investissements 2013	5.628
Quote-part Subventions d'investissements 2014	36.888
Quote-part Subventions d'investissements 2015	108.788
Quote-part Subventions d'investissements 2016	291.932
Total	443.236

4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 6.138 D au 31/12/2016 contre 3.800 D au 31/12/2015. Soit une augmentation de 2.338 D.

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Société Servimax	3.870	-	3.870
Société ProSystems	2.268	-	2.268
Société Bonus	-	3.800	-3.800
Total	6.138	3.800	2.338

4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 84.433 D au 31/12/2016 contre 550.242 D au 31/12/2015, soit une diminution de 465.809 D.

Les autres passifs courants au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Personnel-Rémunérations dues	1.808	3.063	-1.255
Congés à payer	25.543	0.000	25.543
Etat- Impôts et taxes	10.383	9.662	721
CNRPS	18.543	319	18.224
Retenue ORANGE	20	0.000	20
Retenue PRET/CNRPS	458	0.000	458
Charges à payer (1)	22.925	10.380	12.454
Produit de Placement perçu d'avance	4.751	0.000	4.751
Subventions perçues d'avance (2)	0.000	526.818	-526.818
Total	84.433	550.242	-465.809

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Frais télécommunication VOIP ACCES 3TR 2016	540	-	540
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR 2016	568	-	568
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR 2016	107	112	-5
Frais télécommunication FAST LINK 4TR 2016	1.859	1.859	-
Frais électricité 2016	4.800	-	4.800
Frais eau (novembre-décembre)	42	34	8
Honoraires CAC 2016	4.000	3.000	1.000
Rappel sur Salaire	11.009	-	11.009
Honoraires assistance comptable 2015	-	5.376	-5.376
Total	22.925	10.380	12.545

(2) Les subventions perçues d'avance se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de versement</i>
Subvention d'exploitation au titre de 2012	80.000	25/01/2013
Subvention d'exploitation au titre de 2013	500.000	04/12/2013
(-) Total des charges de l'année 2013	-114.589	
(+) quote-part subvention d'investissement 2013	5.628	
Subvention reportée à l'année 2014	471.039	
Subvention d'exploitation au titre de 2014	500.000	09/12/2014
(-) Total des charges de l'année 2014	-304.127	
(+) quote-part subvention d'investissement 2014	36.888	
Subvention à reporter à l'année 2015	703.800	
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
(-) Total des charges de l'année 2015	-435.769	
(+) quote-part subvention d'investissement 2015	108.788	
Subvention à reporter à l'année 2016	526.818	
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
(-) Total des charges de l'année 2016	-826.454	
(+) quote-part subvention d'investissement 2016	291.932	
Subvention à reporter à l'année 2017 (1)	0.000	

(1) La subvention reportée et la quote-part de subvention d'investissement inscrit au compte de résultat de l'exercice 2016 n'ont pas pu couvrir les charges du même exercice, un reliquat de 7.704 D a été couvert par les revenus (Contribution et Produits de placement) de l'exercice 2016

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Contribution des IMF

Les contributions des Institutions de Microfinance au titre de 2015 s'élèvent à 635.541 D encaissées en 2016. Ce montant se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de versement</i>
ENDA TAMWEEL	416.307	30/06/2016
ASAD TAMWEEL	933	21/06/2016
ADVANS	56.548	29/06/2016
TAYSSIR	60.000	28/06/2016
CFE	41.753	30/06/2016
MICROCRED	60.000	30/06/2016
Total Contributions	635.541	

4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 526.818 D en 2016 contre 326.980 D en 2015, soit une augmentation de 199.838 D.

Ce montant se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Montant</i>	<i>Date de versement</i>
Subvention d'exploitation reportée de 2015	526.818	31/12/2015
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
Subvention d'exploitation à reporter à 2017	0.000	
Subvention d'exploitation représentant le revenu de 2016	526.818	

4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 291.932 D, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année des biens dont l'acquisition est financée par la GIZ, l'Etat et la Banque Mondiale.

<i>Désignation</i>	<i>Valeur brute au 31/12/2016</i>	<i>Amort. au 31/12/2016</i>	<i>Valeur nette au 31/12/2016</i>
Immobilisations incorporelles	786.529	262.034	432.108
Immobilisations corporelles	162.630	29.898	73.816
Total	949.159	291.932	505.924

4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 18.240 D en 2016 contre 9.969 D en 2015, soit une augmentation de 8.271 D.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Carburant	10.731	9.420	1.311
Fournitures de bureau	1.807	32	1.775
Achats divers	605	432	173
Eau	297	85	212
Electricité	4.800	0	4.800
Total	18.240	9.969	8.271

4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 382.289 D en 2016 contre 205.424 D en 2015, soit une augmentation de 176.865 D. Elles se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Salaires du personnel	296.200	174.602	121.598
Charges sociales légales	51.270	25.591	25.679
Avantages en nature (tickets restaurant)	9.276	5.231	4.045
Congés payés	25.543	0.000	25.543
Total	382.289	205.424	176.865

4.2.6- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 314.272 D en 2016 contre 137.594 D en 2015, soit une augmentation de 176.678 D. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 111.653 D en 2016 contre 82.781 D en 2015, soit une augmentation de 28.872 D. Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2016</i>	<i>2015</i>	<i>Variation</i>
Loyer	37.949	35.493	2.456
Entretiens et réparations	3.498	2.853	645
Assurance	2.845	2.688	157
Etudes, recherches et divers sces ext.	0	452	-452

Rémunérations d'intermédiaires (1)	8.857	8.446	411
Publications journaux	400	498	-98
Frais d'impression	10.358	0	10.358
Frais déplacement et missions	3.065	2.067	998
Frais de réception	552	520	32
Frais de télécommunication et internet	16.743	9.102	7.641
Redevance, Brevets et Licences	18	0	18
Jetons de présence	17.200	11.200	6.000
Services bancaires	262	280	-18
FOPROLOS	3.112	1.627	1.485
Droit d'enregistrement et de timbre	0	360	-360
Taxes/véhicules	750	673	77
Autres droits (R/S sur placements)	6.043	5.064	979
Autres services extérieurs liés à une modification comptable	0	1.459	-1459
Total	111.653	82.781	28.872

(1) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Honoraires mission CAC 2015	1.327	3.070	-1.743
Honoraires mission 2016	3.501	-	3.501
Visite médicale	30	-	30
Honoraires mission CAC 2016	4.000	-	4.000
Honoraires assistance comptable 2015	-	5.376	-5.376
Total	8.857	8.446	411

4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 25.015 D en 2016 contre 25.773 D en 2015, soit une diminution de 758 D.

Désignation	2016	2015	Variation
Produits de placement	25.015	27.773	-758
Total	25.015	27.773	-758

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2016 montre ce qui suit :

Désignation	2016	2015	Variation
La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	239.875	26.593	213.282
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	162.430	216.081	-53.651
la trésorerie provenant des activités d'investissement s'élève à :	-156.200	-802.714	646.514
la trésorerie provenant des activités de financement s'élève à :	-	799.914	-799.914
La trésorerie est positive. Elle s'élève à :	246.105	239.875	6.230

4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

ANNEXE : TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2016

Désignation	Valeur Brute au 31/12/2015	Acquisition 2016	Mise en Rebut 2016	Valeur Brute au 31/12/2016	Amort° 31/12/2015	Dotation 2016	Mise en Rebut 2016	Amort° cumulé 31/12/2016	VCN 31/12/2016
I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
Licence	7 479	2 654	-	10 134	4 632	1 885	-	6 517	3 616
Site Web	17 450	-	-	17 450	6 724	5 817	-	12 541	4 909
Logiciels	1 294	-	-	1 294	73	431	-	504	789
Logiciel GIZ 2	14 893	-	-	14 893	1 360	4 964	-	6 324	8 569
Centrale des risques	753 323	61 242	-	814 565	83 703	254 295	-	337 998	476 567
Total des immobilisations incorporelles	794 439	63 896	-	858 335	96 492	267 393	-	363 885	494 450
II. IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
Matériel de transport	94 460	-	-	94 460	35 806	18 892	-	54 698	39 762
Equipement de bureau	25 869	-	-	25 869	4 366	2 587	-	6 953	18 916
Equipement de bureau GIZ	28 700	-	-	28 700	6 262	2 870	-	9 132	19 568
Equipement de cuisine	92	-	-	92	92	-	-	92	-
Equipement de bureau GIZ 1	4 751	-	-	4 751	344	950	-	1 294	3 457
Equipement de bureau GIZ 2	15 171	-	-	15 171	4 295	2 301	-	6 597	8 574
Equipement de cuisine GIZ 1	805	-	-	805	138	144	-	281	523
Equipement de cuisine GIZ 2	952	-	-	952	223	154	-	377	575
Matériel informatique	11 004	-	-	11 004	8 306	2 698	-	11 004	-
Matériel informatique GIZ	32 232	-	-	32 232	22 617	8 192	-	30 809	1 423
Matériel informatique GIZ 1	3 723	-	-	3 723	449	1 241	-	1 690	2 033
Matériel informatique GIZ 2	6 297	-	-	6 297	720	2 046	-	2 766	3 531
Centrale des risques	0	92 304	-	92 304	0	4 805	-	4 805	87 499
Total des immobilisations corporelles	224 056	92 304	-	316 359	83 618	46 880	-	130 498	185 862
Total des immobilisations incorporelles et corporelles	1 018 494	156 200	-	1 174 695	180 110	314 272	-	494 382	680 312